

# **LA SOCIÉTÉ DÉMOCRATIQUE !**

**Vito**

## Avertissement

*Cet essai s'adresse à tous ceux qui sont prêts à entendre que rien ne changera si nous ne changeons pas.*

**Où en sommes-nous ?** Jamais sans doute la démocratie n'a été aussi répandue de par le monde<sup>1</sup>. Dans la plupart des pays qui s'en réclament, des élections sont régulièrement organisées, les lois sont votées à l'issue de débats publics, les médias sont libres etc... Mais il suffit de gratter un peu pour que le verni s'écaille et que les failles se révèlent. Ces sociétés présentent tous les signes extérieurs de la démocratie, mais il ne s'agit que de démocraties en trompe l'œil. Elles en ont l'apparence sans en avoir la saveur. Un peu partout, le pouvoir politique s'incline face aux puissances financières, l'économie prend le pas sur la démocratie et le consommateur éclipse le citoyen. Les apparences sont sauves puisque les élections viennent encore rythmer la vie politique, mais personne n'est dupe et c'est une sorte de fatalisme qui s'installe doucement, celui de la « mal démocratie ».

La mondialisation de l'économie a permis l'émergence de multinationales dont la puissance surpasse souvent la souveraineté des Etats<sup>2</sup>. Du coup, sur toutes les questions d'intérêt public – la santé, l'environnement, l'emploi, l'éducation, l'alimentation – ces entreprises prennent des décisions essentielles dans l'opacité la plus complète et sans considération aucune pour l'intérêt général<sup>3</sup>. Ces mêmes

---

<sup>1</sup> « A l'aube du XXIe siècle les régimes démocratiques sont ainsi devenus dominants sur le globe. ». Pierre Rosanvallon, L'universalisme démocratique : histoire et problèmes, La vie des idées, 17 décembre 2007.

<sup>2</sup> Sur cette question, lire l'excellent article d'Yves Sintomer, « L'ère de la postdémocratie. Démocratiser la démocratie ou céder aux tentations autoritaire », Revue du crieur, n°4.

<sup>3</sup> Cerise sur le gâteau, en se jouant des failles des systèmes étatiques, elles parviennent à ne pas payer d'impôts ou si peu que cela est dérisoire. Voir à cet égard le rapport de l'ONG CCFD-Terre solidaire : <http://ccfd-terresolidaire.org/IMG/pdf/rapport-global.pdf>.

multinationales détiennent l'intégralité des médias de masse<sup>4</sup> et ont le pouvoir d'influencer les opinions du monde entier. Rien que ça ! Même lorsque la presse est libre, les informations intelligentes sont littéralement noyées dans un flot permanent et intarissable de *news* bon marché ; une « information » abandonnée aux lois du marché et dont la vocation première est de divertir plutôt que de donner à réfléchir.

Alors que l'Europe aurait dû être un moyen de faire contrepoids pour faire prévaloir l'intérêt des populations face aux intérêts privés, nos démocraties semblent se perdre dans cette Union européenne qui incarne plus que jamais la technocratie austère contre les peuples. Comment pouvait-on imaginer construire une Europe démocratique en agrégeant des Etats qui eux-mêmes l'étaient de moins en moins ?

A cela, il faut encore ajouter un contexte, celui du terrorisme à la mode du XXI<sup>ème</sup> siècle, qui nourrit un climat anxigène au niveau de l'Etat comme au niveau des citoyens. Chaque nouvel attentat justifie de nouvelles atteintes à nos libertés fondamentales et un état d'urgence devenu permanent.

Face à ces menaces, l'ultime rempart de la démocratie – le citoyen investi dans les affaires de la cité, instruit et cultivé – cède peu à peu sous les coups de boutoirs d'une société qui sacralise le travail, l'entreprise et la consommation. La « compétitivité » des entreprises est devenue la seule boussole des gouvernants. Chacun doit travailler toujours plus au détriment de tous ce qui permet de nourrir la qualité de citoyen.

---

<sup>4</sup> <http://www.monde-diplomatique.fr/cartes/ppa>

Les progrès techniques devaient nous libérer des labeurs pénibles et nous offrir du temps libre, mais nous voilà asservis par des machines qui menacent désormais nos droits sociaux. Tout va plus vite grâce aux moyens de transport, de communication, mais nous sommes toujours plus pressés et de moins en moins disponibles pour nous engager dans la vie collective. Le Web devait nous permettre de créer des liens, d'être mieux informés et ainsi de mieux contrôler le pouvoir en place, mais on assiste aux phénomènes exactement inverses. Les théories du complot envahissent la toile comme de la mauvaise herbe et le potentiel d'intox n'est pas loin de surpasser celui de l'information. Les réseaux sociaux conduisent à un cloisonnement des communautés bien plus qu'à leur ouverture et finalement les vrais débats n'ont pas lieu dans ce nouvel espace public<sup>5</sup>, et le tout est largement sous la main d'entreprises privées qui se gavent de nos données personnelles et contrôlent le réseau.

Même l'école est mise au pas en privilégiant la formation des futurs travailleurs dociles plutôt que des citoyens à l'esprit critique affûté. Quant à la culture, elle étouffe sous la « société du spectacle » qui abreuve la population de sous-produits insipides et totalement soporifiques. La bonne vieille recette « *du pain et des jeux* » se retrouve dans la bouche du

---

<sup>5</sup> Les personnes convaincues par les mêmes causes partagent à foison des articles défendant cette même cause sans que les points de vue divergents ne se rencontrent. Lawrence Lessig : "La segmentation du monde que provoque Internet est dévastatrice pour la démocratie". A lire sur <https://www.franceculture.fr/numerique/lawrence-lessig-la-segmentation-du-monde-que-provoque-internet-est-devastatrice-pour-la>

PDG de Tfl lorsqu'il affirme que son métier « *c'est de vendre à coca-cola du temps de cerveau humain disponible* ».

Dans un tel contexte, les élections se réduisent à un évènement spectaculaire et télégénique lors desquelles les gens sont condamnés à la passivité : ils ont certes le pouvoir de trancher mais sans être vraiment invités à participer au débat. La confrontation d'idées tend à passer à l'arrière-plan et les campagnes se réduisent au *suspens* quotidien des sondages et au choc des personnalités. Ces démocraties ne sont plus que de façade où les élections légitiment tout et n'importe quoi.

Voilà où nous en sommes : pas très loin du point de *non-retour*. Continuer tout droit et à la même allure ne peut nous conduire que dans le mur. Les citoyens, mal informés, dépourvus de sens critique, manipulables à souhait, dociles, fatigués et franchement endormis ... se laisseront menés par le bout du nez sans être en mesure de défendre leurs intérêts communs. Nos droits et nos acquis sociaux reculeront encore davantage et les mouvements de contestation portés par une minorité toujours plus réduite seront violemment réprimés dans l'indifférence générale. La société tout entière sera alors livrée aux intérêts d'une poignée de privilégiés qui aura pris le contrôle total de la puissance publique. La démocratie cédera la place à une ploutocratie oligarchique et autoritaire. Nous n'en sommes pas loin !

**Comment en sommes-nous arrivés là ?** La démocratie a entamé sa dérive lorsque s'est installée cette répartition figée des rôles : aux élus la prise en charge des affaires publiques, aux

citoyens le soin de s'occuper de leurs vies quotidiennes. Ce que l'on appelle *la professionnalisation de la politique*.

Voilà l'erreur grossière qui a été commise : croire que l'on pouvait déléguer notre pouvoir aux élus pour vaquer tranquillement à nos occupations de tous les jours. Erreur grossière qui nous a entraînés dans un cercle vicieux dans lequel les citoyens de moins en moins investis laissent les décisions se prendre sans vraiment y porter d'intérêt, comme des spectateurs qui n'ont pas voix au chapitre. Cercle vicieux dans lequel nous consacrons de moins en moins de temps à suivre les débats et l'action de nos représentants. Cercle vicieux puisqu'alors nous sommes de moins en moins en mesure de faire un choix en connaissance de cause au moment des élections. Cercle vicieux puisqu'en éloignant les citoyens des sujets d'intérêt public, on induit un repli sur soi généralisé. D'où l'individualisme qui accentue la dérive démocratique. Le citoyen soucieux de l'intérêt général s'efface pour se réduire à un travailleur/consommateur principalement préoccupé par son intérêt personnel. Alors que la promesse démocratique implique une conquête de droits sans fin, l'individualisme a tout pourri. Ces beaux droits se sont transformés en acquis – « c'est mon droit » - et non plus en outils de conquête de nouveaux droits au service du collectif – « les droits des autres pourront attendre ». Les uns et les autres se sont tellement isolés, recroquevillés, que les droits de tous ont commencé à être rognés. Les agriculteurs manifestent pour les agriculteurs, les taxis pour les taxis, les ubers pour les ubers etc... sans que jamais les uns ne soient capables de faire avancer leurs causes communes. A la revendication de nouveaux droits pour tous s'est substituée l'obsession individuelle du *pouvoir d'achat*.

Entre élus et citoyens, on parle souvent de divorce mais on oublie de préciser qu'il est aux torts partagés. S'il y avait un juge de cette forme dégénérée de démocratie, il renverrait dos à dos, les élus qui se comportent comme des professionnels et les citoyens qui ont le tort de se considérer comme des amateurs. Pour paraphraser Saint Augustin, « tels nous sommes, tels sont nos élus ». Il n'y a pas de bons représentants sans des citoyens qui soient à la hauteur des enjeux collectifs. La démocratie est un jeu de miroir et les élus ne sont que le reflet de ce que nous sommes. Elle exige au moins autant des représentés que des représentants. Aux élus la responsabilité de prendre les meilleures décisions possibles ; aux citoyens la responsabilité d'y veiller. On ne peut avoir l'un sans l'autre. Notre société se révèle alors littéralement schizophrène lorsque nous, citoyens, en arrivons à détester nos élus. On dit de nos représentants qu'ils ne pensent qu'à leur prochaine réélection sans considération suffisante pour les défis de l'avenir, mais sommes-nous capables de nous détacher de nos intérêts de court terme pour préparer l'avenir des générations suivantes ? On se plaint des débats insipides au moment des élections qui se résument trop souvent à quelques bons mots mais prenons-nous le temps nécessaire pour s'investir dans ces débats en cherchant parmi les arguments d'un côté ou de l'autre ceux qui sont les plus décisifs ? On leur reproche d'être des professionnels, de cumuler les mandats et de confisquer le pouvoir... mais qui sont les citoyens qui en conséquence décident de s'engager pour assurer ce renouvellement auquel tout le monde prétend aspirer ? Posez la question dans votre entourage : qui a envie de se lancer dans l'expérience de la politique, pour porter

sincèrement les valeurs qui lui tiennent à cœur ? Qui accepterait aujourd'hui de consacrer ne serait-ce qu'une soirée par semaine à des rendez-vous militants plutôt que de s'adonner au plaisir de s'installer devant une bonne série télé ? On désigne comme principale responsable *l'élite politico-médiatique* qui confisque le pouvoir et ce n'est pas faux. Mais il y a aussi la masse du peuple que la servilité arrange bien. Cette « servitude volontaire », qui assure le confort paisible des biens matériels sans l'investissement humain requis par la qualité de citoyen. Etienne de la Boétie ne disait pas autre chose au XVIème siècle : être son propre maître exige finalement beaucoup de chacun. La professionnalisation et l'individualisme sont en fait les deux faces d'une même pièce. Si le pouvoir est confisqué, c'est parce que les citoyens ont largement démissionné. Le résultat est là : la société de consommation a supplanté la société démocratique.

Entre élus et citoyens, les torts sont partagés parce que les uns et les autres sont également coupables d'avoir cédé à cette confortable illusion que la démocratie nous était acquise et que, chacun dans nos rôles, tout pouvait aller pour le mieux dans le meilleur des mondes. Un divorce aux torts partagés donc, mais un divorce qui ne fait que des perdants, car c'est le moteur de la démocratie qui s'est éteint. D'élection en élection et de déception en déception, les gens n'y croient plus. La politique devient le choix du moins pire, déceptive par essence, impuissante et finalement déprimante. D'où l'impuissance. D'où les déceptions etc... Et lorsque les élus ne représentent plus que très faiblement le peuple et que celui-ci n'est plus en situation de soutien mais de défiance vis-à-vis de ses

représentants, il est alors bien difficile pour ces derniers de résister au rouleau compresseur de l'économie et des puissances financières. Ce n'est pas parce que la démocratie est inefficace à changer le monde que le peuple s'en détourne ; c'est parce que le peuple s'en détourne que la démocratie s'avère incapable de changer le monde. On n'exploite pas 1% des pouvoirs que nous offre ce système et on juge qu'il fonctionne mal ? Cette démocratie-là n'a pas plus de chance de fonctionner qu'un grille-pain que l'on aurait oublié de brancher. Si la démocratie est le gouvernement du peuple, par le peuple, pour le peuple... que se passe-t-il lorsque le peuple n'exerce plus son pouvoir ?

**Nous étions pourtant bien partis.** La proclamation de la démocratie est en soi une sacrée promesse : désormais *nous* détenons le pouvoir de choisir notre destin. Fini le monarque qui décide seul pour « son » peuple. Désormais le système politique repose sur l'ensemble des membres de la société et chacun devra posséder une part égale de responsabilité pour le faire fonctionner.

Même si le pouvoir des citoyens est limité à celui de choisir des représentants, cela entraîne une cascade de conséquences. Car, s'il s'agit d'un véritable choix, ce système devra fonctionner dans un contexte de libre circulation des idées et d'égalité entre les candidats afin de garantir aux citoyens une pluralité d'alternatives politiques, le tout placé sous la protection d'une justice indépendante. Il suffit d'aller faire un tour en Russie ou en Chine pour le comprendre. Comment le peuple peut-il librement choisir ses représentants lorsqu'il est interdit de

manifester, lorsque la liberté d'expression est bafouée, lorsque les médias tenus par l'Etat ne relaient que la bonne parole du pouvoir en place, lorsque les juges qui ne sont que les agents des gouvernants n'imagineraient pas un instant annuler une élection même en cas de tricherie flagrante ?! En dehors de ce cadre que l'on nomme *Etat de droit*, il n'y a donc point de choix véritable, ni de démocratie digne de ce nom.

Et la promesse démocratique ne s'arrête pas là, puisque la liberté de choisir ses représentants exige que les citoyens soient en capacité de faire *des choix éclairés*. Car, le seul pouvoir d'élire des représentants exige d'avoir une bonne connaissance des programmes et de pouvoir faire le tri entre les vaines promesses et les vraies propositions, de pouvoir se forger une opinion par soi-même et de participer au débat. Ce choix serait-il véritable si n'étaient pas garantis les droits d'accéder à l'instruction et de continuer à apprendre tout au long de sa vie, de ne pas être asservi par son employeur, d'avoir du temps libre, d'accéder à la culture, de connaître le fonctionnement des institutions démocratiques ? La conquête de ces droits fondamentaux prend tout son sens dans l'ambition d'élever les individus, bien au-delà de leur condition de travailleur, au rang de citoyens responsables au sein de la cité. La démocratie ne dépend pas seulement d'un *Etat de droit* ; elle dépend aussi d'un *état social*, d'un niveau d'épanouissement humain, intellectuel, culturel de toute sa population.

Dans ces conditions, et seulement dans ces conditions, le citoyen sera en mesure de jouer son rôle. Et ce rôle ne se limite donc nullement au seul privilège d'aller voter : l'élection n'est

que le point de départ de sa vigilance car chacun se voit confier la responsabilité impérieuse de veiller à ce que l'action des élus soit toujours guidée par la recherche du « *bonheur de tous* ».

*« Afin que les réclamations des citoyens, fondées désormais sur des principes simples et incontestables, tournent toujours au maintien de la Constitution et au bonheur de tous. »*

(Extrait de la Déclaration des Droits de l'Homme et du citoyen de 1789)

Voilà ce dont nous avons hérité : pas seulement une addition de droits et de libertés mais avant tout la clef d'une évolution potentiellement infinie... une clef qui n'attend que nous pour être actionnée. Notre démocratie va mal, mais on aurait tort d'oublier toutes les conquêtes qu'elle nous a permis d'engranger de la Déclaration des droits de 1789 aux droits sociaux comme la limitation du temps de travail, les congés payés, le droit aux loisirs et à la culture... Notre démocratie va mal parce que nous avons collectivement oublié que ces progrès n'ont été à chaque fois possibles que parce qu'une minorité réveillée s'est saisie de ses pouvoirs pour provoquer un « orgasme de l'histoire »<sup>6</sup>. Notre démocratie va mal parce que nous l'avons imaginé acquise et que nous avons cessé de revendiquer en son nom de nouveaux droits pour la rendre toujours plus réelle et enfin possible. C'est ce que la démocratie

---

<sup>6</sup> Yves Frémion, François Volny, Guillaume Keynia, *Les orgasmes de l'histoire*, éd. L'atelier du possible, 1980.

a de plus prometteur mais aussi ce qui la rend si fragile : elle ne dépend que de nous.

**Nous sommes à la croisée des chemins.** Jamais la démocratie n'a été si menacée et, dans le même temps, jamais elle n'a eu autant de chance de progresser.

Jamais sans doute les peuples n'ont eu aussi massivement accès à l'éducation. Jamais sans doute les peuples n'ont eu autant de moyen de s'informer, de communiquer, de s'exprimer, de s'interconnecter par-delà les frontières. Jamais les peuples n'ont eu autant de moyens pour faire converger leur lutte et défendre leurs intérêts. Voilà tous les ingrédients réunis pour réinventer la démocratie. Tous les moyens sont là. Nous avons le pouvoir de choisir nos représentants, de suivre leurs actions, d'exiger des comptes de leur politique, de les sanctionner électoralement. Internet a démultiplié les possibilités qui sont les nôtres de nous coordonner et d'agir pour nous réapproprier la démocratie.

Tous les moyens sont là, mais ça ne fonctionne pas. Comme si la démocratie était incomplète. Comme s'il manquait une pièce du puzzle. Notre démocratie ne manque pas de moyens, elle manque de citoyens réveillés pour les utiliser au maximum de leur potentiel. Comment ce système pourrait-il fonctionner si ceux qui ont le pouvoir n'ont pas les possibilités concrètes de l'exercer ? Voilà pourquoi la démocratie est une promesse qui attend toujours d'être réalisée.

Le gouvernement démocratique est illusoire s'il n'est pas adossé à une société qui en permet l'exercice. Une société dans laquelle, non seulement les citoyens disposent des moyens de se gouverner mais où ils sont en mesure de les exercer. Un gouvernement du peuple dans lequel toutes les politiques, qu'elles soient éducatives, culturelles ou sociales, sont mises au service de la mise en capacité du peuple à se gouverner lui-même : La société démocratique !

Au point où nous en sommes, il est urgent de cesser de croire que la démocratie est un acquis. Au point où nous en sommes, il est urgent d'utiliser pleinement tous les moyens qu'elle met à notre disposition pour permettre l'établissement d'une société qui la rende possible ; une société dans laquelle un nombre toujours plus grand d'individus, conscients de leur pouvoir, mieux instruits et mieux informés décident vraiment pour eux-mêmes. Au point où nous en sommes, il est urgent de comprendre que l'essentiel ne dépend que de nous.

A nous d'emprunter *les chemins de la citoyenneté* (1<sup>ère</sup> partie) pour avancer vers *l'horizon démocratique* (2<sup>ème</sup> partie).

1<sup>ère</sup> partie

***Les chemins de la citoyenneté***



On pourrait se contenter de rêver d'une République idéale où les citoyens seraient mieux représentés, où le cumul des mandats dans le temps serait limité, où nous serions directement associés à l'élaboration des lois et où l'intelligence collective remplacerait le bon vouloir d'un Président omnipotent. On pourrait... Mais pourquoi se contenter de rêver si tout est possible aujourd'hui ? Dès maintenant, nous pouvons ! Nous pouvons utiliser tous les pouvoirs qui sont à notre disposition pour être mieux représentés, pour mieux choisir nos élus et pour participer activement à la vie politique. Ce ne sont pas les moyens qui manquent.

L'idéal d'une « démocratie permanente » dans laquelle l'élection ne serait que le point de départ de la vigilance des citoyens est plus que jamais accessible : l'immense majorité des citoyens sait lire et écrire, peut accéder à l'information, est en mesure de s'exprimer et de s'interconnecter grâce aux évolutions technologiques. A notre époque, la démocratie est partout. Elle est *diffuse*. Jamais les individus n'ont eu autant de pouvoir en dehors de l'isoloir. Avec Internet mais également à travers nos choix de consommation, chacun a la possibilité d'agir directement et quotidiennement afin de peser sur les décisions prises au nom de tous. Désormais l'essentiel se joue entre-temps, aux antipodes d'une démocratie où le rôle du citoyen se réduit à voter une fois tous les 5 ans. Il ne s'agit pas seulement d'un pouvoir d'opposition mais d'un pouvoir d'adhésion à des valeurs communes que nous sommes en mesure d'exercer si nous agissons individuellement et de

manière concertée. Ce pouvoir-là git dans notre société sans que la majorité d'entre nous en ait pleinement conscience.

Nos moyens d'action sont innombrables : les vieux outils de la démocratie représentative peuvent être réinvestis et réinventés grâce à ces nouveaux moyens, à l'aune d'une citoyenneté elle-même renouvelée. Cette citoyenneté peut s'exercer, sans condition de nationalité, avec et/ou sans les partis politiques, avant, pendant et après les élections à travers nos choix de vie et à partir de valeurs que nous avons à cœur de défendre. Il n'y a plus lieu alors de distinguer entre démocratie représentative et démocratie participative, parce que la participation active de la population est la condition de sa juste représentation.

La société démocratique est celle dans laquelle les individus, conscients de leurs pouvoirs, connaissent et utilisent tous les leviers d'action qui sont disponibles : *les nouvelles formes de participation* et *les vieilles recettes représentatives*.

### *Les nouvelles formes de participation*

Si les révolutions techniques précèdent souvent les révolutions politiques, l'émergence d'Internet annonce de sérieux changements. L'interconnexion que favorise ce réseau nous permet aujourd'hui de faire masse, de nous organiser, pour revendiquer ensemble et exercer une saine pression sur nos élus afin qu'ils nous représentent plus fidèlement. La nouveauté ne réside pas seulement dans l'émergence des nouvelles technologies de l'information et de la communication mais aussi et surtout dans le pouvoir croissant que la société de consommation nous confère. Assez paradoxalement, plus elle se développe plus elle nous offre les moyens de la contrôler, de l'orienter, de nous l'approprier.

*La consomm'action.* Chaque jour nous sommes amenés à faire des choix politiques. Sur des questions qui sont devenues incontournables dans le monde contemporain, notre pouvoir de consommateur s'est transformé en pouvoir de consomm'acteurs. On peut soutenir autant que l'on peut boycotter. Alors que le pouvoir politique démontre son impuissance face à la mondialisation de l'économie et aux

délocalisations qui l'accompagnent, nous, simple citoyen-consommateurs, avons le pouvoir de soutenir les coopératives de travailleurs qui reprennent leurs usines et de sanctionner les groupes industriels qui font le choix du profit à tous prix, en arrêtant simplement d'acheter leurs produits. Il suffirait d'un large boycott pour dissuader ces délocalisations car si les salaires sont plus élevés ici, ces entreprises ne peuvent justement pas s'offrir le luxe de se priver du contenu de nos portes monnaies. Tel est le sens citoyen que devrait prendre l'expression « pouvoir d'achat ».

*Quand on pense qu'il suffirait que les gens ne les achètent plus pour que ça ne se vende pas !*

(Coluche)

Les leviers de cette consommation sont légions : consommer bio, manger moins de viande ou devenir végétarien, favoriser les circuits-courts en consommant directement chez les producteurs, préférer la librairie de quartier à Amazon, éviter telle marque de vêtement qui exploite des ouvriers au Bangladesh<sup>7</sup>, consulter des médias indépendants<sup>8</sup> plutôt que des médias de masse, changer de banque en délaissant celles

---

<sup>7</sup> On pense ici à l'initiative « Ethique sur l'étiquette ». <http://www.ethique-sur-etiquette.org>.

<sup>8</sup> Médiapart, Reporterre, Bastamag....

qui pratiquent l'évasion fiscale<sup>9</sup> au profit de celles qui jouent la carte de l'éthique... et elles existent<sup>10</sup>. A contre-courant des hypermarchés qui ont abimé le tissu social, le « locavorisme » se développe également grâce à de petits producteurs et commerçants locaux qui offrent à la population une alternative à une consommation déshumanisée.

Ce pouvoir-là est largement négligé alors qu'il serait bien plus efficace pour assurer un changement profond qu'une loi votée au Parlement. Ce levier n'a pas encore été exploité au maximum de son potentiel mais on peut imaginer l'impact de mouvements synchronisés d'un grand nombre de consommateurs conscients de leur pouvoir. Pas seulement à l'échelle d'un pays, mais de l'Europe et du monde. Et quel meilleur moyen de faire contrepoids face à des multinationales qui se jouent des frontières ?

Par un drôle de renversement des choses, les consommateurs jusqu'à présents cibles passives du marketing sont en train de prendre le contrôle de cette société de consommation. Des mouvements de citoyens-consommateurs émergent un peu partout sur la planète et partagent cette même ambition d'utiliser leur porte-monnaie comme une nouvelle sorte de bulletin de vote. Ou comment le capitalisme se retourne contre lui-même. On voit ainsi se développer des mouvements autour des *communs* où chaque utilisateur est invité à enrichir la base existante dans le cadre d'une entreprise de coopération. Wikipédia fonctionne sur ce modèle tout comme ce que l'on

---

<sup>9</sup> BNP, Société Générale... Voir rapport ???

<sup>10</sup> La NEF et le Crédit coopératif....

appelle « les logiciels libres »<sup>11</sup>. On voit aussi émerger de nouveaux courants tel que « *Do it yourself* » (Fais le toi-même) où le consommateur en vient à court-circuiter les réseaux de distribution en apprenant à fabriquer par lui-même ses biens de consommation : vêtements, vélo, meubles, produits d'entretiens ou de beauté. La pratique du partage d'outils, de véhicules et d'échange de services s'organise à une vitesse incroyable et la dynamique engagée n'en est qu'à ses débuts.

Ces nouveaux modes de consommation ne traduisent pas seulement une lutte contre une société aveuglée par les profits mais plus profondément une aspiration profonde à un autre genre de vie collective. Ce courant alternatif n'est pas qu'une mode réservée aux « bobos » : il prend sa source dans l'épuisement du modèle des sociétés occidentales qui nous gave littéralement de biens de consommation et qui nous isole de plus en plus. L'engouement suscité par ces nouveaux modes de consommation tient au pouvoir qu'ils nous confèrent autant qu'au plaisir qu'ils nous procurent.

*L'interconnexion.* Notre puissance d'agir est démultipliée lorsque nous agissons de concert. Internet constitue de ce point de vue un puissant levier démocratique. Comme l'écrit Stéphane Hessel, « *nous vivons dans une interconnectivité comme jamais encore il n'en a existé* ». L'interconnexion des individus de manière instantanée permet des mobilisations incroyables au point que le fantasme de

---

<sup>11</sup> *Le Retour des communs, la crise de l'idéologie propriétaire*, sous la direction de Benjamin Coriat, Les liens qui libèrent.

Jean-Paul Goud<sup>12</sup> est enfin réalisable à l'échelle planétaire : on peut tous taper du pied au même moment et faire trembler le monde. Les mouvements populaires tels que *Le printemps arabe*, *Les Indignés*, *Occupy* ou *Nuit Debout* n'ont d'autre vocation à terme que de s'unir pour former un mouvement durable de citoyens luttant pour la démocratie dans le monde en s'enrichissant mutuellement de leurs expériences.

Après la mondialisation économique, c'est la mondialisation démocratique qui devient possible. Elle a commencé à émerger il y a déjà un bon moment à travers les « forums sociaux mondiaux » et Internet a accéléré le mouvement. En rapprochant les peuples, ce réseau a permis de faire progresser la conscience de notre interdépendance : cette idée qu'ici ou là-bas, nous luttons pour les mêmes causes.

*Les civic-tech et le temps de la démocratie collaborative.* Internet ouvre également des perspectives inépuisables en termes de participation des citoyens à la vie publique<sup>13</sup>. Si rien ne peut remplacer la démocratie dans ce qu'elle a de physique - la démocratie ce sont d'abord des corps - Internet peut justement jouer un rôle positif en permettant à la communauté virtuelle de se retrouver dans le réel. L'efficacité de ce réseau comme outil de mobilisation n'est plus à démontrer. Depuis que les indignés espagnols interconnectés ont réussi à empêcher des expulsions en se fixant des rendez-vous

---

<sup>12</sup> ...lors des cérémonies du bicentenaire de la révolution française...

<sup>13</sup> Sur cette question, nous renvoyons à l'excellent ouvrage « Le coup d'Etat citoyen » de Romain Slitine et Elisa Lewis. Ed. La Découverte, 2016.

collectifs devant les habitations visées, des « applications » ont vu le jour un peu partout dans le monde qui permettent en temps réel aux citoyens d'un quartier ou d'une ville d'organiser des rassemblements spontanés pour défendre leurs valeurs. Au Brésil c'est une application de ce type qui a permis à des habitants d'un quartier de s'opposer à la destruction d'une école<sup>14</sup>. La capacité de mobilisation des citoyens interconnectés leur permet d' « *imposer un rapport de force aux institutions sans attendre une hypothétique consultation pour avaliser des décisions déjà ficelées.* »<sup>15</sup>

Le développement de ces « civic-tech » offre les instruments d'une démocratie qui s'exerce chaque jour. Pour lancer des mobilisations citoyennes via *Avaaz* mais également pour interpellier des élus en lançant des pétitions en ligne sur *Change.org* ou comparer les programmes des candidats grâce à des plateformes comme *Voxe.org*. Au service de la vigilance citoyenne, certains de ces outils permettent ainsi simplement aux citoyens de veiller aux décisions prises en leur nom par leurs élus. En France, le collectif « *Regards citoyens* » recense toutes les décisions et interventions de tous les parlementaires sur les sites « *nos-députés.fr* » et « *nos-senateurs.fr* ». Ces nouveaux outils permettent désormais d'associer directement les citoyens à l'élaboration des lois. La loi dite « République numérique » a été adoptée à l'issue d'une consultation en ligne

---

<sup>14</sup> Le site Internet <http://civictechno.fr> rapporte le « succès de Meu Rio au Brésil : soixante politiques publiques locales ont été modifiées sous l'influence de ce « lobby citoyen » qui inonde les messageries des élus pour faire entendre les voix des 250 000 inscrits sur la plateforme de mobilisation *nossascidades.org*. Grâce à l'ouverture de son code, qui rend donc l'outil facilement répliquable, le mouvement se répand dans des dizaines de villes d'Amérique du Sud ».

<sup>15</sup> <http://civictechno.fr>

qui aura eu le mérite de nourrir le débat parlementaire ; sous la forme de suggestions seulement aujourd'hui mais rien n'interdit d'imaginer demain des « amendements citoyens »<sup>16</sup> sur des textes de loi en cours d'examen au Parlement. Le *crowdfunding* qui permet de solliciter des dons sur des plateformes en ligne nous offre la possibilité de soutenir des projets dans notre quartier ou à l'autre bout du monde. Cet outil n'en est qu'à ses débuts dans sa carrière politique mais on peut imaginer qu'il servira demain à financer les campagnes électorales de citoyens se présentant en dehors des structures partisans, en s'appuyant sur des réseaux associatifs ou de simples collectifs informels.

Ces technologies présentent d'autant plus d'intérêt qu'elles permettent bien plus que la simple opposition à telle ou telle mesure. Elles ouvrent la voie à un dialogue permanent entre élus et citoyens. Or, le rétablissement de ce dialogue entre représentants et représentés est la condition d'un renouveau de la puissance politique face aux puissances financières.

*Information et transparence.* Internet nous offre aussi un accès sans équivalent dans l'histoire de la civilisation à une information sérieuse, pourvu que l'on soit en mesure de la trouver et que l'on ait le temps d'en profiter pleinement. Des médias indépendants ont acquis une place centrale, même si leur modèle économique est extrêmement fragile en raison

---

<sup>16</sup> Voir à cet égard, l'article « Le droit d'amendement citoyen : naissance d'une démocratie collaborative », par Olivier Faure et Vito Marinese. <https://jean-jaures.org/nos-productions/le-droit-d-amendement-citoyen-naissance-d-une-democratie-collaborative>

justement de leur indépendance. On peut citer par exemple *Médiapart*, *Rue 89*, *Reporterre*, *Bastamag* mais également *Acrimed* qui joue le rôle de vigie des médias. Ils ont le mérite d'exister et d'offrir une alternative aux médias de masse. Cette prolifération de nouveaux médias a permis d'ouvrir l'ère de la transparence avec cette nouvelle figure de proue de la démocratie, le « lanceur d'alerte », devenu le héros des temps modernes. On ne compte plus les scandales en « leax » : weakileax, luxleaks, TIPP Leaks, Foot Leax et autres panama Papers... qui voient révéler au grand jour les pratiques immorales et illégales d'une certaine élite. Or, qu'est-ce que la démocratie sans la transparence<sup>17</sup> ?

---

<sup>17</sup>Utilisant la force du réseau Internet et toutes les bonnes volontés, on signalera spécialement le travail mené à l'échelle du monde par l'ONG Transparency <https://www.transparency.org/>

*Les vieilles recettes représentatives :*  
*Partis politiques, élections et actions locales*

Comme n’importe quels outils, les élections ou les partis politiques ne sont ni bons, ni mauvais par nature, mais dépendent de l’usage que l’on en fait. Avant de les supprimer, demandons-nous à quoi pourrait ressembler un système politique dans lequel on utiliserait le maximum de leur potentiel.

*Le levier des partis politiques.* La déception que nous inspirent les partis politiques est à la hauteur des espérances que l’on est en droit de placer en eux : permettre la participation politique des citoyens quelles que soient leurs origines, assurer le regroupement d’individus par affinités idéologiques, organiser des débats ouverts pour définir un projet politique commun, donner à tous les militants les armes intellectuelles pour contribuer effectivement à ce travail commun, créer un cadre convivial où peuvent se rencontrer des personnes différentes mais qui ont en partage un idéal, leur donner les moyens concrets de le réaliser.

C'est peu dire que nos partis politiques sont loin de cet idéal. Peu à peu, ces partis ont abandonné leurs missions de formation intellectuelle des militants, de création d'idées nouvelles, de pôle de tissage de liens entre les citoyens. Peu à peu, ils se sont réduits à droite comme à gauche à des simples machines à conquérir le pouvoir, des arènes au sein desquels les luttes fratricides sont reines.

Voilà ce qu'ils sont devenus, donc. Mais cela n'a pas toujours été ainsi et cela n'a rien d'une fatalité. Partout où la démocratie se réinvente, les partis politiques ont vocation à se réinventer également pour jouer à plein le rôle qui leur revient. Et lorsqu'ils se réinventent, ce sont les citoyens ordinaires qui sont les moteurs et les garants du renouveau. Le mouvement *Podemos* en Espagne nous offre une illustration concrète d'un parti politique qui fonctionne de manière différente en utilisant les nouvelles technologies avec le souci de ramener vers la politique des citoyens désinvestis depuis longtemps : une organisation ouverte, éthique, égalitariste, conviviale, permettant l'initiative de tous, où les militants ne sont pas juste cantonner à la distribution des tracts et au collage d'affiche, un parti qui ne se contente pas de brasser des idées mais qui permet d'agir concrètement au service d'un idéal<sup>18</sup>. Passé l'enthousiasme des débuts, il appartiendra toujours aux

---

<sup>18</sup> Voir le livre de Lewis et Slitine, *Le coup d'Etat citoyen*. L'organisation y est plus horizontale puisque chaque militant peut participer à l'élaboration des programmes via des plateformes numériques. L'éducation populaire est à l'œuvre avec la création de médias facile d'accès destinés à permettre la formation intellectuelle des militants. Le fonctionnement y est plus éthique avec notamment le plafonnement des rémunérations des élus. Enfin et surtout, le militantisme est orienté vers l'action : des opérations de crowdfunding ont permis la réalisation de projets comme une bibliothèque mobile ouverte à tous...

citoyens de veiller à ce que le mouvement populaire horizontal fonctionnant sur le principe du consensus ne se transforme pas en appareil politique hiérarchisé. Mais cette expérience a le mérite d'exister, de montrer que c'est possible et finalement d'indiquer la voie à suivre.

Le grand défi des partis politiques dans un système représentatif est d'être eux-mêmes représentatifs. Voilà alors la grande question : comment donner envie aux gens de s'investir dans la vie de la cité ? Comment faire en sorte que ce ne soient pas toujours les mêmes qui s'engagent et participent ? Outre la rareté du temps libre pour le commun des mortels, c'est aussi le militantisme dans sa forme actuelle qui rebute et intimide. C'est cette forme-là qu'il faut changer pour attirer les citoyens dans toute leur diversité. Les réunions de militants gagneraient à être des moments de vie, d'échange, de partage, de solidarité mais aussi d'actions concrètes. Organiser ces réunions dans tous les quartiers, dans le cadre des espaces publics, à ciel ouvert, voilà qui permettrait d'ouvrir un peu des structures bien trop fermées sur elles-mêmes. Y inviter des professeurs, des journalistes permettrait de renouer avec l'idée que les partis politiques ont un rôle à jouer en termes de formation intellectuelle et redonnerait du sens au militantisme. Repenser ces réunions sur un mode plus convivial aussi avec l'intervention d'artistes permettrait d'attirer de nouveaux profils de militants. Les partis doivent ainsi relever ce défi de se reconnecter à la société et toutes les richesses qu'elle offre, qu'elles soient intellectuelles, culturelle et humaines.

C'est surtout contre l'homogénéité des profils de militants que les partis doivent lutter autant que possible, ne serait-ce que pour leur propre survie. Pour jouer pleinement leur rôle, les partis – comme les associations et les syndicats – doivent aussi repenser leur mode de sélection interne : trop souvent les postes à responsabilités sont occupés par les plus ambitieux, qui ne sont pas tendanciellement les plus sympathiques, ni les plus compétents. Le tout donne une image pas très engageante même pour les citoyens les plus intéressés. De ce qu'ils en perçoivent, les gens n'ont guère envie de s'engager dans des partis dans lesquels semble régner une ambiance épouvantable. Ne dit-on pas que l'on n'est jamais plus ennemi qu'au sein de sa famille politique ? Ici encore, c'est aux partis politiques de renouveler leurs règles internes afin de ne plus laisser les commandes aux plus agressifs. A cet égard, le renouvellement générationnel, seul, ne changera pas grand-chose si au bout du compte on retrouve ces mêmes types de profils... en plus jeunes.

Aux partis politiques de se renouveler, donc. Mais comment cela serait-il possible sans nous ? Finalement, que leur reproche-t-on ? De ne pas nous représenter. Et en leur sein de trop se ressembler. Mais comment cela pourrait-il changer si nous refusons d'y aller ? Sans nous, comment pourraient-ils se renouveler et se transformer pour davantage nous ressembler ? Ici encore, les partis ne sont que des outils à notre disposition et s'ils fonctionnent mal, c'est avant tout parce que nous ne les utilisons pas. Et pourtant, de l'extrême droite à l'extrême gauche, il y en a pour tous les goûts. Et si vraiment aucun des

partis en place ne nous convient, qui nous empêche d'en créer de nouveaux ?

*Le levier des élections.* Certains jugent que l'élection aboutit à la démission des citoyens mais le problème n'est pas l'élection, c'est l'attitude démissionnaire des citoyens. Le moment électoral pourrait devenir l'occasion de mettre en valeur nos exigences et d'exercer une pression en conséquence sur les différents candidats et sur les forces politiques en présence et ainsi d'élever le débat. Car, tout commande d'utiliser l'élection comme moyen de pression en utilisant toutes ses potentialités avant, mais surtout après le vote.

Avant le vote, parce que les campagnes électorales sont l'occasion d'imposer des sujets et de s'immiscer dans l'élaboration des programmes électoraux. En 2007, on a vu que la cause environnementale avait pu être défendue efficacement avec *le pacte écologique*. Les principaux candidats ont dû se prononcer et signer ce texte qui contenait des engagements concrets à l'aune desquels on pouvait alors jauger leurs actions après les élections. En 2017, c'est *l'appel des solidarités* lancé par un collectif d'association et d'ONG qui a tenté de s'imposer dans le débat national. Selon cette même logique, d'autres pactes pourraient être lancés pour sensibiliser les élus autant que les citoyens sur les thèmes sociaux, éducatifs, culturels, mais également en faveur de l'éthique et de la transparence... Plus nous sommes nombreux à les soutenir, plus ces propositions ont de poids, jusqu'à devenir incontournables.

Après l'élection surtout, parce que l'essentiel est alors de veiller à ce que les promesses soient bien tenues et que, d'une manière générale, l'intérêt du plus grand nombre soit effectivement défendu. C'est là que le rôle de l'électeur prend tout son sens. C'est là que la passivité des citoyens est pourtant la plus criante.

En France, l'élection présidentielle explique en grande partie le désinvestissement des citoyens après le vote. Cette « grande élection » nous relègue au rôle de spectateur passif face à une scène qui nous dépasse. Cette élection ultra médiatique occulte toutes les autres élections et tout particulièrement les élections législatives qui suivent immédiatement. Cela entretient une illusion qu'il est grand temps de dissiper : le pouvoir de gouverner la France au quotidien n'est pas attribué au moment de l'élection présidentielle mais au moment des élections législatives. Sans une majorité à l'Assemblée nationale, le Président de la République ne peut rien ou pas grand-chose. Les périodes de cohabitation l'ont bien montré. Ce sont donc les élections législatives qui devraient nous mobiliser le plus. Et pourtant, les taux d'abstention à ces élections ne cessent de grimper : pour une majorité d'électeurs, les jeux sont faits, puisque le « monarque » est élu. Quant à ceux qui se déplacent, ils votent davantage pour une étiquette (le parti du Président élu ou l'inverse) que pour une personne. Une preuve ? Même les citoyens sincèrement intéressés par la vie politique ne sont, en général, pas capables de citer le nom de leur député ! *Qui peut citer le nom de son député ?*

Le paradoxe est fulgurant : on connaît le nom du Président de la République sur lequel nous n'avons aucune prise directe mais pas celui de notre député que nous pouvons directement contacter, questionner, interpeller, encourager ou rabrouer. Le choix de la personne est pourtant essentiel parce que ce sont ses qualités humaines qui seront déterminantes : quelles sont ses qualités en termes d'écoute, d'échange ? Dispose-t-elle d'un esprit critique solide et d'un courage politique qui lui permettrait par exemple de s'opposer à son propre camp au nom de ses convictions ? Surtout, le candidat respecte-t-il une certaine éthique ? Emploie-t-il des membres de sa famille ? Cumule-t-il différents mandats ou pourra-t-il se consacrer à temps plein à l'activité parlementaire ? La moralisation de la vie publique n'aurait nul besoin de loi si les électeurs faisaient leur travail de citoyens au moment des élections.

Si les assemblées parlementaires étaient composées de personnalités choisies au regard de leurs qualités individuelles – et non seulement pour leur étiquette partisane – la toute-puissance du Président de la République serait sérieusement contrebalancée puisque l'Exécutif serait contraint de justifier davantage ses décisions dans le cadre des débats parlementaires de très haut niveau où la force politique pourrait alors pencher du côté de l'intelligence.

Enfin, si les députés étaient choisis pour leurs qualités individuelles, cela renforcerait le pouvoir des citoyens entre les élections. Car si l'on souhaite être entendu, mieux vaut savoir à qui s'adresser. L'interdiction du mandat impératif proclamé par l'article 27 de la Constitution (c'est-à-dire l'indépendance

des élus vis-à-vis de leurs électeurs), n'interdit pas aux électeurs de se manifester auprès de leurs élus pour exiger des comptes sur leur action en tant que « représentants ». Lorsque quelques centaines de citoyens interpellent leur député et font valoir leurs arguments pour ou contre telle ou telle réforme, il est difficile pour l'élu de ne pas en tenir compte s'il espère être réélu ou simplement jouer son rôle de représentant. Alors imaginez si nous étions des millions... Mais combien d'entre nous connaissent le nom de leur député et osent ce type de démarche ?

Et si vraiment, aucun candidat ne trouve grâce à nos yeux, rien ne nous empêche de nous présenter, en qualité de simple citoyen, aux élections législatives ou aux élections locales. Cette possibilité est souvent ignorée et pour cause... A longueur de campagne électorale on nous abreuve d'un message désormais bien connu, puisqu'il est imprimé sur nos cartes électorales : « *voter est un droit ; c'est aussi un devoir civique* ». Mais on ne nous rappelle jamais que « *se présenter est un droit ; et c'est parfois un impératif civique* ».

*Actions locales.* C'est au niveau local que tout commence. C'est donc là que devrait se porter notre vigilance avant, pendant et après les élections ! C'est d'abord localement que la sélection de nos représentants devrait porter sur les qualités des personnes plus que sur leur appartenance à telle ou telle chapelle, car c'est à ce niveau que commencent, généralement, les carrières politiques nationales. Ici encore, on retrouve le même schéma : on connaît le nom du Maire mais

qui peut citer le nom de son élu de quartier ? Qui peut se vanter d'avoir assisté ne serait-ce qu'une fois à un conseil municipal ?

C'est aussi localement que le pouvoir de défendre nos intérêts est le plus palpable. La capacité des habitants d'un quartier à se mobiliser contre un projet est parfois stupéfiante. Le potentiel est là. Du Larzac des années 70 à Notre-Dame-des-Landes, en passant par un nombre incalculable de projets locaux plus modestes, la démonstration est faite de l'efficacité de ce pouvoir d'auto-organisation. Il ne s'agit souvent que d'une force d'opposition, mais l'outil est disponible pour le transformer en force de construction et de proposition.

L'expérience de la commune de Saillans constitue de ce point de vue un exemple intéressant. Prenant le contre-pied de la démobilisation citoyenne entre deux élections, des habitants de Saillans - un village de 1200 habitants dans la Drôme - ont décidé de porter aux élections municipales de 2014, non pas un candidat mais un projet collectif dont chacun serait le garant. Un projet fondé sur la transparence, la collégialité et la participation. Est-ce que ça fonctionne ? Là-bas, personne ne s'en plaint et même si les décisions exigent plus de temps de discussion, elles sont surtout plus légitimes. Est-ce que cette expérience pourrait être généralisée sur tout le territoire y compris dans des villes beaucoup plus peuplées ? A voir ! Ça ne dépend que des citoyens et du temps qu'ils pourraient consacrer à la vie de leur cité. Dans tous les cas, cette expérience a le mérite d'indiquer la direction à prendre pour permettre aux citoyens de réinventer leur démocratie.

Ce type de démarche se retrouve dans de nombreux « squats » dans lesquels les individus apprennent à organiser leur vie collective autour de valeurs qu'ils ont en partage tout en s'ouvrant aux habitants de leur quartier. N'en déplaise aux absolutistes du droit de propriété, ils font vivre très concrètement l'utopie démocratique. Aller le plus loin possible sur le chemin de la démocratie doit mener à l'émergence, un peu partout sur le territoire, d'un véritable esprit d'autogestion.

\*

\* \*

C'est en combinant les vieilles recettes et les nouveaux moyens que nous pourrons pleinement exercer notre pouvoir. Avec les outils numériques, nous avons la capacité aujourd'hui de suivre en direct les débats publics, d'y participer par toute sorte de moyens et ainsi de faire pression sur nos élus locaux ou nationaux. L'efficacité de l'opération dépend alors fondamentalement de la capacité à mobiliser l'opinion pour que la pression soit sérieuse. On se souvient de l'action menée par les Enfants de Don Quichotte qui avaient investi le canal Saint Martin en y installant des tentes pour y camper afin de sensibiliser l'opinion sur le sort des sans-abris et surtout faire pression sur le Gouvernement. C'est dans la foulée de cette

mobilisation qu'avait été adoptée la loi DALO qui, bien qu'imparfaite, avait permis quelques menus progrès. Plus récemment, l'exemple de la « loi travail » est assez édifiant et quoiqu'on pense du résultat final, force a été de constater que le million de signatures collectées pour la pétition contre ce texte, la mobilisation dans la rue et le mouvement *Nuit Debout* ont permis de faire bouger les lignes. Personne ne peut nier les effets de ces mobilisations tout particulièrement sur les citoyens eux-mêmes qui s'invitaient dans un débat les concernant au premier chef.

A cet égard, l'efficacité de la mobilisation de cette opinion publique ne dépend pas d'un simple clic en bas d'une pétition en ligne mais de la capacité qu'ont les individus à se saisir d'une question et de leur degré de connaissance du sujet. Tel ne fut pas le cas lorsque des militants engagés contre cette « loi travail » continuèrent de dénoncer des mesures qui n'y figuraient plus... car c'est alors la crédibilité même du mouvement qui s'en est trouvée affaiblie. Comme l'écrit Pierre Rosanvallon, « il faut avoir l'intelligence de son indignation »<sup>19</sup>.

Ainsi, à mesure que nos moyens d'action se sont multipliés et diversifiés, le niveau de compétence nécessaire pour les utiliser s'est également élevé de manière considérable. Faut-il en effet que les citoyens connaissent le fonctionnement de notre système parlementaire avec la possibilité d'amender le texte, c'est-à-dire de le modifier autant que de besoin... Faut-il ensuite qu'ils aient le temps nécessaire pour suivre

---

<sup>19</sup> Le Monde, « Nous vivons un basculement démocratique », 3 mars 2017.

l'évolution du travail législatif, ce qui n'est pas une mince affaire ! Mais comment la démocratie pourrait-elle fonctionner autrement qu'avec des citoyens en mesure de suivre l'action de leurs élus et de pouvoir la juger sur pièce ?

Alors que les citoyens n'ont jamais disposé d'autant de leviers pour inverser le cours des choses et redonner du sens au mot démocratie, il reste une question à laquelle il faut répondre : pourquoi sont-ils si peu utilisés ? La réponse se trouve du côté de l'état de la société : que peut-on sérieusement attendre d'un système prétendument démocratique lorsque la majorité de la population ne connaît que très mal ses institutions démocratiques et se trouve dans l'impossibilité de participer aux débats faute de temps, d'espace et d'énergie ? Voilà finalement l'horizon vers lequel devraient converger tous les chemins de la citoyenneté : défendre la mise en place d'une société dans laquelle tous les citoyens seraient mis en situation d'exercer leur rôle de membres de la cité.

2<sup>ème</sup> partie

***L'horizon démocratique***



Si la démocratie est le système dans lequel le peuple a le pouvoir de choisir son destin, la condition de la réussite d'un tel projet est que le peuple soit réellement en mesure d'exercer cette responsabilité. Si cette condition n'est pas remplie, le peuple n'est plus qu'un pantin et la démocratie devient un danger pour elle-même. L'élection de représentants chargés de décider au nom de tous ne résout nullement la question de l'aptitude de l'ensemble des individus à se gouverner.

Dans les conditions sociales actuelles, la reconnaissance à tous les citoyens du droit de vote est une illusion démocratique : le niveau d'éducation, la culture et le temps libre deviennent une sorte de billet d'entrée pour accéder à cette démocratie... une forme de « cens » déguisé. Accorder à tous les citoyens le pouvoir de se gouverner alors que seule une minorité a effectivement les moyens de l'exercer c'est consacrer une forme d'oligarchie déguisée en démocratie.

L'objectif prioritaire de tout Etat qui se prétend démocratique devrait donc être de permettre, à tous, d'être des citoyens impliqués dans la vie de la cité. Voilà ce que l'idée démocratique a de puissamment progressiste et humaniste : non seulement elle invite les individus à se hisser toujours plus haut parce qu'elle a besoin de citoyens toujours plus instruits, curieux, cultivés, solidaires, en un mot *réveillés* ! Mais parallèlement, elle oblige les pouvoirs publics à créer les conditions qui rendent possible ce réveil des individus.

De ce point de vue, les politiques libérales qui opèrent des coupes budgétaires dans les budgets de l'éducation, de la culture, qui sacrifient nos droits sociaux sur l'autel de la

compétitivité des entreprises ou encore celles qui misent tout sur la valeur travail, la croissance à tous prix et le pouvoir d'achat... sont des impasses démocratiques. De ce point de vue, les politiques éducatives, culturelles et sociales doivent être placées au cœur de l'ambition démocratique. La seule croissance qui devrait nous préoccuper est celle de notre niveau de développement démocratique qui se mesure à la capacité des membres de la société à faire vivre ce système, et donc à participer aux débats publics. Cette capacité des citoyens n'est pas une option, mais une condition *sine qua non* de la démocratie. Condorcet l'expliquait en ces termes : «*Épuisez toutes les combinaisons pour assurer la liberté : si elles n'embrassent pas un moyen d'éclairer la masse des citoyens, tous vos efforts seront vains.*»

Voilà l'horizon que nous n'aurions jamais dû perdre de vue : la construction d'une société qui rende la démocratie possible. De quoi s'agit-il ? D'une société de l'intelligence collective et de la culture ; une société qui rend à la démocratie ce qui lui revient de temps et d'espace ; une société de l'égalité et de la convivialité.

## *L'intelligence collective*

Sans citoyens instruits, cultivés, conscients et bien informés, on ne peut pas sérieusement parler de démocratie. Que dire alors d'une société où la fonction de l'école serait réduite à la seule formation des futurs travailleurs, sans les ouvrir à la culture générale nécessaire à la compréhension de leur rôle de citoyen, sans leur apprendre la maîtrise des outils qui permettent d'exercer leur mission dans le cadre démocratique ? Que dire d'une société dans laquelle les médias de masse abrutiraient les citoyens de fausses polémiques sans jamais affronter la complexité des débats, sans jamais offrir les outils pour mieux comprendre notre monde. Que dire d'une société où la culture serait ravalée au rang de patrimoine historique et littéralement écrasée par le divertissement destiné à endormir les masses ? Cette société pourraient bien s'autoproclamer démocratique, elle n'en aurait que le nom.

L'instruction, la culture et l'information au profit de tous les citoyens ne sont pas des accessoires de la démocratie, ils en sont la condition première. Le degré de développement démocratique d'une société est exactement proportionné au

niveau d'instruction, de culture et d'information de sa population. Plus ce niveau est élevé et plus nombreux sont les citoyens qui peuvent se saisir des débats, interpeller leurs élus qui n'ont alors d'autres choix que de fonder leurs décisions sur la raison et non sur l'émotion. Plus ce niveau est élevé, plus les débats publics qui déterminent notre avenir collectif ont des chances d'aboutir à des décisions à la hauteur des enjeux. Alors, les meilleures solutions, celles qui misent sur la prévention et qui sont les plus efficaces sur le long terme ne sont plus écartées au motif qu'elles ne seraient pas « électoralement payantes ».

L'objectif qui doit être poursuivi est donc de permettre la participation réelle des citoyens afin que chaque décision prise par les élus le soit sous le regard attentif de citoyens exigeants, capables d'interpeller leurs représentants et de formuler des propositions. Afin que chaque débat permette la confrontation de points de vue, mette en lumière les controverses et soit l'occasion pour tout le monde d'en savoir plus et de mieux comprendre. La démocratie a vocation à être le premier cadre d'éducation populaire permettant à tous de continuer à apprendre tout au long de sa vie.

Ce n'est pas seulement le rôle de l'école qui doit alors être repensé, mais aussi la place de la culture dans la société et la maîtrise par les citoyens de leur information. Tous les moyens de l'Etat doivent viser ces objectifs : exciter la curiosité, développer l'esprit critique, réveiller les citoyens.

*Pas de démocratie sans une école digne de ce nom.* Si l'on veut que la démocratie ait l'école qu'elle mérite, tout est à revoir. Ce n'est pas qu'une question de budget affecté à l'éducation nationale mais fondamentalement le modèle de l'école qui est en cause. Au service de la démocratie, l'école doit être totalement refondée pour devenir un lieu où l'on apprend à « faire société », un lieu où l'esprit de la coopération supplante celui de la compétition, un lieu ouvert quels que soient les âges et les périodes de la vie, un lieu où l'on forme tous les citoyens comme autant de futurs représentants, un lieu où l'on apprend à défendre ses opinions, à partager des points de vue, afin de donner à tous les capacités de débattre.

*Si la démocratie est le gouvernement du peuple, il faut éduquer chaque enfant comme un futur représentant.*

Comment l'école pourrait être digne de la démocratie, si elle ne garantissait pas l'égalité entre tous les citoyens ? Notre école est-elle à la hauteur de ce défi lorsqu'elle aggrave les inégalités<sup>20</sup>, et qu'elle conduit chaque année à l'exclusion de 140 000 élèves par an ? Ces chiffres sont-ils si surprenants lorsque l'école institue un système de compétition entre les élèves dans lequel le Français et les maths sont l'*alpha* et l'*omega* du savoir au détriment de toutes les autres disciplines manuelles ou artistiques, au détriment donc de tous les autres

---

<sup>20</sup> L'école en France aggrave les inégalités plus qu'elle ne les corrige. Voir l'évaluation de l'école française dans le cadre des rapports PISA de 2012<sup>20</sup> et 2015. <http://www.oecd.org/pisa/pisa-2015-results-in-focus-FR.pdf>

talents ? Ces chiffres sont-ils si surprenant lorsque les formations d'élites et les moyens qui vont avec sont réservés de fait aux enfants des classes supérieures et qu'à l'opposé, les prisons sont des écoles de la récidives plutôt que des écoles de la 3<sup>ème</sup> chance ?

Comment l'école pourrait être digne de la démocratie, si elle n'enseignait pas à tous les enfants comment les décisions sont prises au nom de tous ? Sans cet enseignement, comment ceux-là pourraient-ils disposer des connaissances de base sans lesquelles on ne peut réellement participer : comment s'élaborent les lois, quel est le rôle des assemblées parlementaires, du Conseil constitutionnel, et surtout quel est le rôle qu'eux-mêmes peuvent jouer ??? Comment ces connaissances pourraient-elles infuser si elles restaient à l'état théorique sans que jamais l'on invite les élèves à les expérimenter concrètement ? Cet apprentissage-là ne doit plus rester cantonné aux facultés de droit. A l'instar de la philosophie, ces questions ont vocation à être enseignées à tous les niveaux, de la maternelle à l'Université et quelles que soient les filières et spécialités car elles sont aussi essentielles pour un artisan coiffeur que pour un avocat.

L'idéal d'une école au service de l'égalité des citoyens et de la démocratie pourrait paraître irréaliste si certains pays, comme la Norvège, ne s'étaient pas engagés sur cette voie, en comparaison de laquelle notre système apparaît préhistorique. Cet idéal pourrait paraître totalement irréaliste si on ne voyait pas en France se développer des pédagogies alternatives qui

donnent des résultats spectaculaires<sup>21</sup> mais qui ne sont guère généralisées. Dans un lycée de Seine-Saint-Denis, une professeure de Français enseigne la rhétorique à ses élèves et connaît des succès remarquables<sup>22</sup>. Il faut ici également mentionner la coopérative Indigo qui, à travers son projet *Eloquencia*, met en avant la culture du dialogue et du débat et apprend aux élèves la maîtrise de « la force des mots »<sup>23</sup>. La généralisation de ces méthodes et initiatives est possible mais cela supposerait de consacrer beaucoup plus de temps, d'énergie et de budget à la formation des enseignants afin de mieux leur apprendre à apprendre. Cela supposerait aussi de lancer un grand débat sur l'éducation nationale afin d'associer tous les acteurs – prof, élèves, parents – à une réforme ambitieuse, simplement digne d'une vraie démocratie.

***Pas de démocratie sans citoyens correctement informés.*** Comment le citoyen peut-il réellement faire un choix en connaissance de cause s'il n'est pas correctement informé ? Comment pourrait-il être correctement informé

---

<sup>21</sup> En Seine-Saint-Denis, en pleine Zone d'Éducation Prioritaire, une expérimentation conduite par Céline Alvarez a mis en évidence l'inadaptation de nos méthodes archaïques d'enseignement et a permis de démontrer que d'autres pédagogies fondées sur le jeu permettaient l'obtention de résultats fulgurants : 100% de ses élèves savaient lire et écrire en sortant de maternelle. Céline Alvarez, *Les lois naturelles de l'enfant*, La révolution de l'éducation, à l'école et pour les parents, Les arènes, 2016.

<sup>22</sup> Voir à cet égard le travail d'une professeure de français, Mathilde Levesques, qui enseigne la rhétorique à ses élèves. A lire, Mathilde Levesques, *Figures stylées*, First édition.

<sup>23</sup> <http://eloquentia-saintdenis.fr>. à Voir : le film « A voix haute. La force de la parole », 2017.

lorsque les médias de masse diffusent leurs *news* sans traiter sérieusement les sujets essentiels ?

Que faut-il entendre alors par une information de qualité ? Une information qui nous apprend les tenants et les aboutissants de l'actualité en offrant des clefs de compréhension sans jamais céder à la tentation de tout simplifier. Une information qui nous apprend et nous aide à comprendre la complexité du monde en confrontant, autant qu'il est possible, des points de vue opposés. Le potentiel d'éducation populaire des médias d'information est énorme.

Mais comment intervenir au soutien de cette information de qualité sans porter atteinte à la liberté d'expression ? Si l'Etat distribuait des labels « information de qualité », le risque serait réel de voir émerger une information officielle forcément sujette à caution. Les pouvoirs publics ne peuvent qu'œuvrer en faveur du pluralisme, mais en définitive tout dépend des citoyens eux-mêmes et de leur niveau d'instruction.

Aujourd'hui bien plus qu'hier, le défi d'une information de qualité ne dépend plus seulement des émetteurs mais de la capacité des récepteurs à sélectionner dans cette masse de données le bon grain de l'ivraie, l'info de l'intox. L'école, au service de la démocratie, se doit d'être à la pointe de ce combat. Face au foisonnement des théories du complot, des intox ou de ce que l'on appelle désormais « les vérités alternatives », il n'y a qu'un seul antidote possible : l'esprit critique des citoyens. A cet égard, l'initiative la plus percutante ces dernières années est sans doute celle du Bondy Blog qui associe les citoyens à la fabrication de l'information. Quel

meilleur moyen en effet de former l'esprit critique des citoyens face aux médias que de leur apprendre concrètement comment s'élaborent un quotidien, une émission de radio ou un journal télévisé ?

*Pas de démocratie sans une culture au service du réveil des citoyens.* Que ceux qui se demandent ce que la démocratie a à voir avec la culture aillent demander aux *Pussy Riot* en Russie, aux caricaturistes persécutés en Syrie ou en Algérie<sup>24</sup>, aux cinéastes emprisonnés en Iran<sup>25</sup>... L'art réveille les consciences, il donne à penser, il offre du recul aux esprits saturés, il dessine des perspectives, il relie les individus. La culture permet aux citoyens de s'élever comme la démocratie les invite à le faire.

« *La culture est une arme... Armons-nous* ».

(anonyme)

Mais la culture ne peut jouer ce rôle qu'à la condition de ne pas se réduire, pour une grande majorité de la population, au seul divertissement dans le contexte de *la société du spectacle*<sup>26</sup>. Doivent alors être privilégiés les artistes qui

---

<sup>24</sup> <https://rsf.org/fr/actualites/caricaturiste-une-profession-de-plus-en-plus-exposee>

<sup>25</sup> [http://www.lemonde.fr/cinema/article/2016/02/23/un-an-de-prison-pour-le-cineaste-iranien-keywan-karimi\\_4870348\\_3476.html](http://www.lemonde.fr/cinema/article/2016/02/23/un-an-de-prison-pour-le-cineaste-iranien-keywan-karimi_4870348_3476.html)

<sup>26</sup> Voir à cet égard, l'ouvrage de Guy Debord, *La société du spectacle*.

réveillent plutôt qu'à ceux qui divertissent<sup>27</sup>. Ce sont les moins connus, ceux qui œuvrent dans les quartiers, dans les bars, dans les bals, dans les festivals, dans la rue, ceux qui sont au contact de nos vies, qui doivent être prioritairement soutenus<sup>28</sup>.

Et comment cette culture pourrait-elle servir la démocratie si elle n'était pas accessible à tous, si elle restait enfermée entre les murs d'institutions qui, de fait, sont réservées aux élites ? C'est lorsque l'art s'expose à ciel ouvert, investi les parcs, lorsqu'il va à la rencontre du public, qu'il devient effectivement accessible et suscite des vocations.

---

<sup>27</sup> Un exemple illustre l'ineptie du système actuel : un fond d'aide destiné à « aider les jeunes créateurs qui ne sont pas encore connus » a bénéficié à Charles Aznavour, Eddy Mitchell et Johnny Hallyday... <http://www.l lanceur.fr/aznavour-mitchell-hallyday-les-jeunes-createurs-les-plus-aides-en-2015/>

<sup>28</sup> Ce combat est mené par beaucoup de collectifs d'artistes mais on signalera le travail de la Revue « HorsChamp. Cassandre », hélas disparue alors que « L'insatiable » prend le relai.

## *Le temps et l'espace*

*Une société du temps libre.* A quoi serviraient tous les leviers d'actions citoyennes, les possibilités de s'instruire, d'accéder à la culture, de s'informer, de participer etc... si la grande majorité de la population ne disposait pas du temps libre pour en profiter ? Il faut du temps pour lire, pour apprendre, pour s'informer, pour sortir, pour débattre, pour s'engager dans une association ou militer dans un parti politique. Le temps libre nous permet de nous retrouver pour partager des moments autant que des idées, de créer des liens, de prendre conscience de nos intérêts communs, de nous indigner collectivement, de confronter nos points de vue. Le temps libre nous permet d'accéder à tout ce qui fait la qualité de citoyen investi dans la vie de la cité.

Voilà le principal facteur d'exclusion politique dans nos sociétés : faute de temps, trop d'individus passent leur vie à courir, de leur travail à leur domicile, de leur domicile au supermarché et n'ont finalement plus d'énergie pour se penser et agir comme des citoyens, c'est-à-dire comme des acteurs du monde et donc du changement. Nos élus se ressemblent trop et

ne nous ressemblent pas assez... et c'est précisément le temps qui manque à ceux qui sont les moins bien représentés.

Au regard de l'enjeu, lutter pour le maintien du dimanche comme jour chômé apparaît bien dérisoire : comme bien souvent, on se bat pour maintenir des acquis sociaux alors que la démocratie commande de ne cesser d'en revendiquer de nouveaux.

Proposant la semaine de 32 h Christiane Taubira déclarait : « *L'idéal, c'est que les gens puissent travailler 32 heures dans une semaine pour avoir du temps pour se consacrer aux autres dans les associations, pour avoir le temps d'aller au musée, sur la plage, de déambuler, de marcher, de parler à ses voisins d'aller en librairie, au cinéma, au théâtre etc.. Voilà la société dont on peut rêver* ». Tout cela pourrait avoir l'air bien frivole si l'épanouissement des individus n'était pas en jeu et la démocratie avec.

La création du Service civique répond en partie à cette ambition puisqu'il permet aux jeunes de moins de 30 ans de s'engager dans une mission d'intérêt général. En partie seulement, compte tenu de la limite d'âge et de la faible indemnité proposée.

Une autre idée fait son chemin depuis... le XVIIIème siècle : le revenu de base. L'idée est d'offrir à tout citoyen un revenu universel sans condition de ressource afin de libérer les individus du travail subi mais également de leur offrir du temps pour s'investir dans la vie de la cité.

*De l'air !* Dans le système démocratique, l'organisation de l'espace est essentielle, et ce n'est pas un hasard si dans la Grèce antique, la fameuse *Agora* constitue le cœur de la cité.

Pour comprendre la dérive démocratique que nous vivons, il suffit de voir à quoi ressemblent nos territoires : des hypercentres de plus en plus denses et des campagnes en voie de désertification, des banlieues-dortoirs disposées en périphérie de villes où se concentrent la vie économique, culturelle et politique, et le tout accordant une place centrale à la voiture-reine et à la consommation de masse. La prolifération des barres HLM à taille inhumaine dans lesquelles si peu a été fait pour favoriser le lien social fut, ni plus ni moins qu'une atteinte manifeste à la démocratie. Ce schéma est mortifère du point de vue social. En milieu urbain, on ne connaît parfois même pas ses voisins de palier... Avec cette organisation de l'espace, tout est fait pour que chacun reste chez soi et c'est cet isolement qui est la cause de la misère sociale. Et *in fine* c'est la démocratie qui en pâtit.

L'espace public doit être pensé comme la scène où se joue notre vie collective. C'est donc au regard de cette fonction sociale que les espaces de vie doivent être conçus afin d'offrir les possibilités concrètes de se retrouver, d'échanger, de débattre.

« La relation entre « le lieu et le lien » est facile à saisir. En gros, plus c'est moche, moins on vote. Etre citadin et citoyen, cela marche ensemble. »<sup>29</sup> (Roland Castro)

L'architecture et l'urbanisme sont ainsi des leviers incontournables pour reconnecter ces deux notions aujourd'hui si éloignées - la ville et la cité - afin que le citadin puisse être également un citoyen<sup>30</sup>. L'aménagement du territoire doit ainsi changer ses perspectives : la création des liens plutôt que la circulation des biens. Les villes doivent être des lieux de vie et non de sommeil : on doit donc pouvoir y travailler, créer son activité mais aussi sortir, se cultiver, se rencontrer.

L'organisation de l'espace conditionne enfin l'autonomie locale et *in fine* la liberté des individus. Comment peut-on sérieusement se penser libre dans une société où l'on dépend pour notre survie d'un système d'approvisionnement en alimentation, en eau ou en énergie dont l'organisation nous échappe totalement ? A cet égard, l'objectif qui doit inlassablement être poursuivi est celui d'une autosuffisance locale. Seule cette autonomie nous offrirait la liberté politique de remettre en cause le fonctionnement actuel d'un système présenté comme indépassable.

---

<sup>29</sup> Interview dans le journal Le Monde, le 21 janvier 2016. Roland Castro, « Citadin et citoyen, cela marche ensemble ». A lire également, Roland Castro, *Il faut tout reconstruire*, éd. L'Archipel.

<sup>30</sup> Roland Castro, *Il faut tout reconstruire*, éd. L'Archipel, 2016.

## *L'égalité et la convivialité*

Des trois piliers de la devise républicaine c'est la liberté qui s'en est le mieux tirée. Rééquilibrer la balance suppose d'employer aujourd'hui tous nos efforts pour défendre les deux autres.

*Une société égalitaire.* L'égalité des citoyens est le socle de la démocratie. Parce que quels que soient nos origines sociales, notre salaire ou notre patrimoine, chacun est censé y peser le même poids. Parce qu'une voix est toujours égale aux autres. Parce que chacun est pareillement digne de s'exprimer et d'être entendu. Parce que lorsque les différences deviennent des inégalités et que celles-ci commencent à se creuser, sont alors exclus un nombre toujours plus important d'individus si préoccupés de gagner leur vie qu'ils n'ont guère le temps – sans parler de l'idée - de participer à ce jeu de société grandeur nature. Parce que ce déséquilibre dans la représentation des intérêts menace la survie de la démocratie elle-même qui suscite naturellement la méfiance d'une majorité de la population qui pense à juste raison que les dés sont pipés. Nous sommes 99% mais nous pesons moins lourd dans les

institutions que les 1% restant. Comment, dans ces conditions, le système actuel pourrait-il être perçu comme le Gouvernement du peuple ?

Voilà ce que la démocratie nous lance comme défi : celui de concrétiser l'idéal d'une réelle égalité, celle qui donne au minimum à chacun les moyens de participer au jeu démocratique. Pour relever ce défi, il ne suffira pas d'accorder plus de temps libre aux citoyens. Il faudra conférer à chacun un « capital culturel » afin qu'ils se sentent également légitimes à participer à la vie de la cité. Des associations comme ATD Quart monde travaillent dans ce sens, en œuvrant pour que les plus démunis retrouvent leur dignité civique. Ici encore, c'est aussi et surtout en amont, c'est-à-dire à l'école, que devraient être transmises ces clefs d'accès à une citoyenneté active.

*« La démocratie devrait assurer au plus faible les mêmes opportunités qu'au plus fort. »*

(Gandhi)

Et même si toutes ces mesures étaient mises bout à bout, cela ne suffirait pas. Parce que le défi de l'égalité suppose de lutter contre des penchants puissamment ancrés dans notre nature humaine : la solidarité des puissants, la désunion des plus faibles, l'inconscience des uns et des autres de faire partie d'un tout.

La solidarité des puissants explique leur surreprésentation en politique. Leurs avantages sont considérables : l'éducation évidemment qui leur assure une position de supériorité culturelle et, avec elle, une parfaite maîtrise des arcanes du pouvoir afin d'organiser sa conquête. La reproduction des élites politiques témoigne à cet égard d'une remarquable solidarité de classe<sup>31</sup>. Ainsi va la nature humaine : pourquoi, lorsque l'on se trouve en position de supériorité économique, sociale et politique ne ferait-on pas tout pour maintenir cette situation avantageuse ?

Alors que les plus riches sont hyper-solidaires pour maintenir leur position, en face, c'est l'absence de solidarité des moins favorisés qui saute aux yeux. Pourquoi ? Parce que la société n'est plus divisée en deux classes sociales bien identifiées avec les bourgeois d'un côté et les prolétaires de l'autre. Elle ressemble aujourd'hui davantage à un millefeuille, fragmentée en une multitude de couches sociales, chacun ayant tendance à jalouser la situation des autres et d'abord de ceux qui sont les plus proches d'eux dans l'échelle sociale. Si Jean de la Fontaine vivait à notre époque, sans doute écrirait-il cette drôle de fable : *Le Taxi et le Uber*. La morale serait qu'au XXI<sup>ème</sup> siècle, les plus faibles sont plus prompts à se battre les uns contre les autres qu'à s'unir pour défendre leurs intérêts communs.

D'un côté comme de l'autre, ce qui nous caractérise collectivement c'est notre inconscience de former un *tout*.

---

<sup>31</sup> Sur la question de l'accroissement des inégalités et la volonté des plus riches de faire « sécession » voir Michel Pinçon et Monique Pinçon Charlot, *La violence des riches*, Poche.

Voilà sans doute la clef de voûte du projet démocratique : cette conscience de notre interdépendance permet de nous concevoir comme reliés les uns aux autres comme autant de maillons d'une chaîne, ce qui est objectivement le cas ; il suffit d'une épidémie de grippe pour le comprendre. Or, la solidité d'une chaîne dépend de son maillon le plus faible. Sans cette prise de conscience collective, la démocratie demeurera pour chacun un risque et nous ne pourrons nous libérer de ce frein que Kelsen appelait « le tourment de l'hétéronomie »<sup>32</sup>, c'est-à-dire la crainte de se voir imposer des règles communes contraires à notre propre intérêt. Finalement la démocratie repose sur la confiance que les membres de la société sont en mesure de lui accorder, et donc de s'accorder les uns aux autres.

*Une société conviviale.* Si la démocratie devait avoir une idéologie, ce serait sans doute le convivialisme<sup>33</sup>.

La démocratie commence autour de nous, dans nos relations de voisinage, de travail, dans la rue, dans les transports en commun, dans les bars de quartier, au théâtre etc.... Elle dépend de notre capacité à nous ouvrir aux autres, à créer des liens et donc à abandonner les réflexes de l'entre-soi. Tous les événements qui permettent aux individus de se rassembler qu'il s'agisse de repas de quartier, de pots entre collègues, de pic-nic dans les parcs publics, de manifestations pacifiques...

---

<sup>32</sup> Kelsen, *La démocratie, sa nature, sa valeur*, Dalloz.

<sup>33</sup> Les intellectuels les plus brillants de notre époque, qu'ils soient philosophes, sociologues ou économistes ne s'y sont pas trompés lorsqu'ils ont lancé le manifeste des convivialistes. <http://www.lesconvivialistes.org/>

tout cela est à la base d'une société démocratique. Plus les citoyens se rassemblent, échangent, partagent, s'entraident, se rencontrent, débattent, festoient et mieux la démocratie se porte. Car enfin la démocratie ne peut s'épanouir que dans une société où les inconnus osent se parler, pour confronter leurs points de vue, se découvrir des intérêts communs.

Tout est lié. Cette convivialité rend possible l'égalité tout autant que cette société de l'intelligence collective ; cette convivialité dépend du temps libre et des espaces publics disponibles.

*Une démocratie festive.* A l'opposé du divertissement qui isole et endort, la fête constitue un ciment social. Jean-Jacques Rousseau faisait l'éloge des bals populaires comme moments de constitution du corps social. Ces occasions où l'on prend conscience que nous sommes ensemble. On n'a encore rien inventé de mieux.

*« Plantez au milieu d'une place un piquet couronné de fleurs, rassemblez-y le peuple, et vous aurez une fête »*

(Jean-Jacques Rousseau)

La dimension festive de la démocratie est particulièrement importante sur le plan stratégique car ce n'est que par contagion qu'un maximum d'individus pourra être touché.

Pour changer le monde il faudra d'abord faire la démonstration qu'essayer de le changer est déjà un plaisir.

Dès à présent, s'inventent de nouvelles manifestations démocratiques marquées du sceau de la convivialité. Ce sont celles-là qu'il nous faut multiplier. La ville de Montreuil fait figure de laboratoire de ces événements d'un nouveau genre qui mêlent la réflexion politique et l'action militante dans un cadre festif. On peut citer par exemple les « Zones de gratuité » qui y sont organisées et qui ressemblent à des brocantes où chacun est libre de donner et de prendre ce qui lui fait envie. Au-delà de la scène musicale et de l'ambiance festive, il s'agit d'un moment de réflexion utile sur la société de consommation et surtout un moment où l'on expérimente le partage. Dans le même esprit, un nouveau genre de manifestation a vu le jour et essaime un peu partout dans le monde : les Disco-soupes. Il s'agit de collectifs qui se créent pour lutter contre le gaspillage alimentaire dans un cadre convivial. Non seulement, ils récupèrent des fruits et légumes destinés à être jetés mais ils préparent avec le public des repas distribués gratuitement lors de manifestations diverses et variées, toujours au soutien de causes d'intérêt collectif. On peut également mentionner les « Goguettes »<sup>34</sup> qui ressuscitent une vieille tradition ouvrière du 19<sup>ème</sup> siècle lorsque les travailleurs se retrouvaient au bistrot pour chanter leurs coups de gueule sur des airs bien connus. Ça ressemble à un concert participatif mais ça parle de l'actualité et les gens se réapproprient le champ du débat.

---

<sup>34</sup> Après la disparition du Limonaire à Paris, la compagnie *Les instants volés* a repris cette idée et organise des goguettes une fois par mois au bar « La station service », Boulevard Rouget de Lisle à Montreuil.

Ce type d'évènements permet de montrer qu'une autre réalité est possible et présente également l'intérêt de procurer du plaisir à tous ceux qui y participent. Et il n'y a nul besoin d'attendre d'être majoritaire dans les urnes pour mettre en œuvre ce programme. En l'état de nos sociétés, il est bien temps qu'un mouvement se crée pour s'engager sur la voie d'une société démocratique. Ce projet n'exige que l'énergie de ceux qui le porteraient à travers des évènements locaux qui superposeraient sur le modèle dominant un modèle alternatif qui aurait le mérite d'être concret, accessible et festif mais surtout d'exister.



## *Conclusion*

La démocratie a moins besoin de nouvelles institutions que d'un changement de société. N'empêche ! Au risque maintenant de me contredire, l'élaboration d'une nouvelle Constitution pourrait être du meilleur effet. Moins pour le texte qui en résulterait au final que pour le processus lui-même. A la condition que le rôle du peuple ne se réduise pas à trancher à la fin par voie de référendum, mais qu'il soit invité à participer à l'élaboration du nouveau système, à proposer des idées et surtout que ce processus soit l'occasion d'un gigantesque débat public sur la démocratie. A ces conditions, une telle réforme conduirait les citoyens à mieux connaître leurs institutions et donc à mieux prendre part au jeu démocratique. Dans cette perspective, il est tentant de conclure cet essai en avançant quelques propositions destinées à nourrir un tel débat autour de deux objectifs : permettre aux citoyens d'être *mieux représentés*, et mettre les élus en situation de *mieux décider*.

### *Etre mieux représentés.*

*Un nouveau mode de scrutin pour l'élection présidentielle.* A défaut de supprimer l'élection présidentielle, une réforme de son mode de scrutin apparaît aujourd'hui indispensable. Après les élections de 2002 et de 2017, le risque est devenu récurrent que 20 % des électeurs FN confisquent le second tour de l'élection alors que les orientations politiques de la grande majorité des électeurs sont justement aux antipodes de l'extrême droite. Une alternative existe qui assurerait une représentation plus fidèle des citoyens dans leur ensemble : le mode de scrutin préférentiel qui permet à l'électeur de classer les candidats par ordre de préférence<sup>35</sup>. Qu'est-ce que ça permet ? D'être au plus près de l'orientation politique des électeurs. Si les électeurs pouvaient classer les candidats selon leurs préférences, le candidat d'extrême droite dégringolerait dans le classement, finalement à la place qui aurait dû être la sienne.

*Un nouveau mode de scrutin pour les élections législatives.* Pour les élections législatives, certains proposent l'instauration du scrutin proportionnel, présenté comme le meilleur des modes de scrutin parce qu'il reflète exactement le poids de chaque tendance. On oublie aussi souvent d'expliquer qu'il engendre des effets indésirables, notamment qu'il place la désignation des candidats entièrement entre les mains des

---

<sup>35</sup> Il existe également la variante du vote par note, où l'électeur attribue à chaque candidat une note en fonction de son appréciation personnelle. Sur ces modes de scrutin voir notamment l'article de Marion Rousset, « Le vote par note », Le Monde du 11 août 2016, dans la série « La démocratie autrement ». Voir également l'article de Marie-Anne Cohendet, « Elire le Président de la République au vote par note », Le Monde, 12 janvier 2017.

partis politiques qui sont les seules capables de présenter des listes sur tout le territoire alors que le mode de scrutin majoritaire permet à des individus hors partis de se présenter localement et même de gagner à la faveur de leur bonne réputation dans la circonscription. Ces élus-là sont bien plus indépendants dans l'exercice de leur mandat puisqu'ils ne doivent leur élection qu'à eux-mêmes et leurs électeurs et non à un parti politique auquel ils devraient alors rester fidèles. Finalement, le mode de scrutin mixte – utilisé pour les législatives en Allemagne - qui permet de cumuler les avantages respectifs des modes de scrutin majoritaire et proportionnel est de loin préférable : les électeurs votent à la fois pour un candidat dans la circonscription et pour une liste de candidats proposée par les différents partis.

*Le tirage au sort comme recette miracle ?* Le succès rencontré dans les réseaux sociaux par l'idée d'une *lotocratie* mérite qu'on s'y arrête. L'idée du tirage au sort est séduisante à bien des égards. Il permet d'éviter toute professionnalisation puisque par définition celui qui est tiré au sort ne le doit qu'au hasard. Dans l'exercice de ses responsabilités, il n'aura pas à cœur de favoriser une quelconque élite au pouvoir et puisqu'il a vocation à retourner d'où il vient il ne servira que l'intérêt général. Mais déjà plusieurs questions se posent qui montrent bien les limites du tirage au sort comme « recette miracle ». Si le hasard fait parfois bien les choses, rien ne nous garantit que ne seront pas tirés au sort une majorité d'idiots ou de fachos ? Celui ou celle qui est désigné ne le doit qu'au hasard mais précisément pas à ses qualités personnelles, au talent, à sa force de conviction, à sa sincérité ou encore à sa bienveillance.

Le tirage au sort pourrait néanmoins être bien utile s'il était utilisé à bon escient, et même - pourquoi pas ? - pour désigner une partie des membres du Sénat.

*Un nouveau Sénat.* Notre Sénat mériterait un bon lifting. Aujourd'hui composé d'élus locaux désignés au suffrage indirect, il continue de véhiculer une image peu flatteuse de l'« homme politique » français : le vieux mâle blanc bien pourvu socialement. Un nouveau Sénat pourrait revivifier notre système. Il pourrait mêler les différents types de légitimité : 1/3 d'élus locaux, 1/3 de personnalités désignées par les syndicats et les ONG et 1/3 de citoyens tirés au sort.

*Mieux décider.* D'une manière générale, les bonnes institutions sont au service de l'intelligence de la décision qui sera prise. Plus de dialogue, plus de réflexion et d'études préalables et d'évaluation après coup, plus de débat avec les citoyens et tous les acteurs concernés afin de permettre aux points de vue de se confronter, de s'enrichir... et donc inexorablement plus de temps. Voilà les objectifs qui devraient guider une réforme constitutionnelle.

« *L'urgence de ralentir* ». Pour favoriser les bonnes décisions, les institutions doivent imposer le temps des débats et de la réflexion. Depuis des décennies les lois s'empilent à un rythme effréné sans que soit pris le temps nécessaire à leur préparation, sans que les débats aient eu le temps d'infuser dans la société. Comment les citoyens ordinaires, occupés à travailler et mener leurs vies sociales pourraient-ils suivre et participer à ces débats si les lois se font à un rythme tel que

même les parlementaires, dont c'est la fonction, n'arrivent pas à suivre ? C'est la dictature de l'urgence qui commande l'action des Gouvernements qu'ils soient de droite ou de gauche. Après les fast-foods, on a la fast-démocratie et les décisions médiocres qui l'accompagnent. Une Constitution a justement vocation à poser le cadre des débats et à imposer des délais incompressibles pour assurer des débats publics de qualité.

*Voir plus loin...* Trop souvent les décisions publiques qui sont prises ne voient pas plus loin que les prochaines échéances électorales. C'est ce que Pierre Rosanvallon appelle « *la myopie des démocraties* ». Or, cette approche court-termiste exclut les décisions les plus efficaces, celles qui apportent de véritables solutions mais qui mettent du temps avant de produire des effets réels. On pourrait imposer aux élus d'évaluer les effets sur le long terme des décisions qu'ils envisagent de prendre... mais cela existe déjà et les résultats ne sont pas au rendez-vous. Peut-être qu'un Sénat renouvelé dans sa composition pourrait devenir le gardien des intérêts des générations à venir<sup>36</sup>...

*Ouvrir les institutions !* Il faut multiplier les occasions offertes aux individus de participer à l'élaboration des lois et pas seulement par la voie du référendum avec une possibilité de choix binaire assez aliénante : « oui » ou « non ». Il faut ouvrir de nouvelles voies qui permettraient à tout un chacun de proposer, d'argumenter, de construire en collaboration avec les

---

<sup>36</sup> Voir à cet égard la proposition de Pierre Rosanvallon de créer une académie du futur. [http://www.lemonde.fr/idees/article/2009/12/07/sortir-de-la-myopie-des-democraties-par-pierre-rosanvallon\\_1277117\\_3232.html](http://www.lemonde.fr/idees/article/2009/12/07/sortir-de-la-myopie-des-democraties-par-pierre-rosanvallon_1277117_3232.html)

élus. La reconnaissance d'un droit d'amendement citoyen n'est qu'une des voies possibles. On peut rêver de la création d'une vraie chambre des débats qui remplacerait l'actuelle CNDP (Commission nationale du débat public), qui reste une grande inconnue aux yeux des principaux intéressés. Ouverte à tous ceux qui souhaitent contribuer à l'élaboration des politiques menées au nom de tous, elle aurait des antennes locales pour permettre des débats publics préalables à ceux qui auraient lieu au Parlement. 100 000 citoyens devraient pouvoir lancer un débat d'intérêt national avec l'obligation pour le Parlement d'y consacrer au minimum une séance.

Quelles que soient les institutions politiques, si bien pensées soient-elles, tout dépend finalement de « l'exercice du pouvoir », c'est-à-dire de la manière dont elles seront mises en œuvre. On peut écrire dans la Constitution que les décideurs doivent réfléchir avant d'agir, tout dépendra de la bonne volonté des individus qui seront aux commandes. Même si la Constitution leur prescrit de prendre les meilleures décisions possibles, tout dépendra de leur capacité à travailler en équipe, car l'exercice du pouvoir est toujours un travail d'équipe. Le choix des conseillers est essentiel tout comme l'ambiance de travail... Au final on retombe inexorablement sur ce constat : que les principes soient inscrits dans le marbre d'une Constitution ou d'une loi, ce n'est rien d'autre que du papier et il n'y a qu'un seul juge à la fin : le peuple.

# Sommaire

## 1<sup>ère</sup> Partie **Les chemins de la citoyenneté**

*Les nouvelles formes de participation*

*Les vieilles recettes représentatives : Partis politiques, élection et actions locales*

## 2<sup>ème</sup> Partie **L'horizon démocratique**

*L'intelligence collective*

*Le temps et l'espace*

*L'égalité et la convivialité*



## Remerciements

*A mes amis pour les discussions souvent festives qui ont nourri ces réflexions personnelles.*

*A Julie, Thomas, Bert', Emilie, Cédric, Sophie et à La Pizzéria pour leur relecture attentive et leur niveau d'exigence.*

*A ma fille, Bulle, qui m'a encouragé à mettre un point final à ce projet qui pouvait sembler sans fin.*

